



联合国  
粮食及  
农业组织

Food and Agriculture  
Organization of the  
United Nations

Organisation des Nations  
Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная организация  
Объединенных Наций

Organización de las  
Naciones Unidas para la  
Alimentación y la Agricultura

منظمة  
الغذية والزراعة  
للأمم المتحدة

F

# CONFÉRENCE

## Quarante-deuxième session

14-18 juin 2021

## Rapport de la deuxième réunion du Bureau

### A. Élection des Membres du Conseil

1. Le Bureau recommande que la date limite pour la présentation des candidatures aux sièges du Conseil soit reportée au **mercredi 16 juin 2021 à 19 heures**.

### B. Droit de vote

2. À sa première réunion (lundi 14 juin 2021), le Bureau a noté que les 25 États Membres dont la liste figure à l'*annexe A* n'avaient pas versé une part suffisante de leur contribution ordinaire pour conserver leur droit de vote à la Conférence et a recommandé le rétablissement du droit de vote de neuf États Membres ayant demandé une autorisation spéciale en vertu du paragraphe 4 de l'article III de l'Acte constitutif: la Colombie, Cuba, l'Équateur, l'Iran (République islamique d'), la Macédoine du Nord, le Tchad, les Tuvalu, le Venezuela (République bolivarienne du) et le Yémen. Depuis, la situation a évolué, comme indiqué ci-après aux paragraphes 12 à 16.

3. Quatre États Membres (Comores, Îles Marshall, République centrafricaine et Sao Tomé-et-Principe) n'ont pas demandé à bénéficier d'un traitement spécial et ne se sont pas inscrits à la Conférence.

4. Huit États Membres participant à la session (Gabon, Kirghizistan, Libéria, Libye, Micronésie [États fédérés de], République démocratique du Congo, Somalie et Suriname) n'ont pas demandé à recouvrer leur droit de vote, ni indiqué si un paiement était en voie d'être versé.

5. Le Bureau a noté que l'un des États Membres, en l'occurrence le Mozambique, avait à présent effectué un versement d'un montant supérieur au minimum requis pour exercer son droit de vote et qu'il ne figurait plus sur la liste des États Membres risquant de perdre leur droit de vote.

6. Deux États Membres (Antigua-et-Barbuda et Nigéria) avaient demandé un traitement spécial en vertu du paragraphe 4 de l'article III de l'Acte constitutif (GC 2021/INF/12; GC 2021/INF/11), et le Bureau recommande qu'ils soient rétablis dans leur droit de vote.

7. Un des États Membres qui risquent de perdre leur droit de vote, le Turkménistan, propose de régler une partie de ses arriérés dans le cadre d'un plan de paiement échelonné (GC 2021/INF/6). Le Bureau a noté que le plan en question ne prévoyait pas le règlement des arriérés de contributions pour 2020; le Turkménistan a indiqué que ces arriérés feraient l'objet d'un règlement distinct.

8. Le Bureau recommande que la Conférence rétablisse les droits de vote du Turkménistan et qu'elle adopte un projet de résolution entérinant le plan de paiement échelonné (reproduit à l'*annexe B*)

### **C. Paiement par l'Union européenne des dépenses administratives et autres découlant de son statut de Membre de l'Organisation**

9. Le paragraphe 6 de l'article XVIII de l'Acte constitutif stipule ce qui suit:

*Une Organisation Membre n'est pas tenue de contribuer au budget selon les termes du paragraphe 2 du présent article, mais verse à l'Organisation une somme à déterminer par la Conférence afin de couvrir les dépenses administratives et autres découlant de son statut de membre de l'Organisation (...).*

10. À sa vingt-septième session, en 1993, la Conférence a demandé au Comité financier d'examiner la méthodologie de calcul du montant forfaitaire versé par l'Union européenne. À sa soixante-dix-huitième session, en avril 1994, le Comité financier a recommandé à la Conférence une méthodologie en vue de fixer lors de différentes sessions le montant dû par l'Union européenne.

11. À ses cent huitième et cent neuvième sessions (septembre 2004 et mai 2005 respectivement), le Comité financier a examiné à nouveau cette méthodologie. Il a étudié une proposition de méthodologie révisée selon laquelle l'ajustement biennal de la contribution de l'Union européenne serait fonction de l'augmentation officielle du coût de la vie dans la zone euro ou le pays hôte. Cette méthodologie révisée alignerait mieux la formule d'ajustement sur le système de mise en recouvrement fractionné des contributions et n'aurait pas d'incidences substantielles sur l'ajustement biennal de la contribution de l'Union européenne à l'Organisation. Le Comité a accepté la révision proposée de la méthodologie, à savoir que la contribution de l'Union européenne pour un exercice biennal donné serait ajustée sur la base du taux officiel d'augmentation du coût de la vie dans la zone euro ou dans le pays hôte, le plus élevé étant retenu.

12. En application de la nouvelle méthode, à sa quarantième et unième session, en 2019, la Conférence a fixé le montant forfaitaire dû par l'Union européenne pour l'exercice biennal 2020-2021 à 583 291 EUR.

13. Conformément à ce qui précède, la méthodologie à utiliser pour ajuster le montant forfaitaire est fondée sur le taux officiel de la hausse du coût de la vie dans la zone euro ou dans le pays hôte, le plus élevé étant retenu. Selon les chiffres de l'Economist Intelligence Unit (EIU), la hausse des prix à la consommation dans la zone euro a été de 0,3 pour cent en 2020 et devrait être de l'ordre de 1,2 pour cent en 2021, soit un taux moyen de 0,75 pour cent. Selon l'EIU, l'indice harmonisé des prix à la consommation relatif à l'Italie est de -0,1 pour cent pour 2020 et est estimé à 0,7 pour cent pour 2021, soit un taux moyen de 0,3 pour cent. Ainsi, il conviendrait d'utiliser pour le calcul le taux d'inflation de 0,75 pour cent, soit le plus élevé des deux. En appliquant ce taux au montant de la précédente contribution, qui était de 583 291 EUR, on obtient le nouveau montant, qui est de 587 666 EUR.

14. Compte tenu de ce qui précède, le Bureau recommande à la Conférence de fixer le montant forfaitaire dû par l'Union européenne pour couvrir les dépenses administratives et autres découlant de son statut de membre de l'Organisation à 587 666 EUR pour l'exercice 2022-2023.

15. Comme pour les exercices précédents, il est proposé que le montant dû par l'Union européenne soit versé sur un fonds fiduciaire ou un fonds spécial établi par le Directeur général conformément à l'article 6.7 du Règlement financier.

## D. Nomination du Président indépendant du Conseil

16. Le Bureau recommande à la Conférence d'adopter la résolution suivante:

### Résolution .../2021

#### *Nomination du Président indépendant du Conseil*

#### LA CONFÉRENCE,

**Compte tenu** de l'article XXIII du Règlement général de l'Organisation concernant le Président indépendant du Conseil et de la résolution 9/2009 relative à cette fonction<sup>1</sup>,

**Eu égard** à la nécessité de préserver l'indépendance et la responsabilité du rôle du Président indépendant du Conseil:

1. **Déclare** que \_\_\_\_\_ est nommé Président indépendant du Conseil pour un mandat arrivant à échéance à la quarante-troisième session de la Conférence (juin 2023);
2. **Décide** que les conditions de nomination attachées à la fonction de Président indépendant du Conseil seront les suivantes:
  - a) Le Président est tenu d'être présent à Rome pour toutes les sessions du Conseil, de la Conférence, du Comité financier et du Comité du Programme et doit normalement passer au moins six à huit mois par an à Rome;
  - b) Le Président perçoit une indemnité annuelle équivalente à 23 831 USD;
  - c) Une indemnité journalière équivalant à l'indemnité journalière de subsistance normale applicable, au taux de 140 pour cent, sera versée au Président [pendant ses séjours à Rome] et lors de ses déplacements dans l'exercice de ses fonctions;
  - d) Les frais de voyage du Président lorsqu'il se déplace dans l'exercice de ses fonctions seront pris en charge par l'Organisation;
  - e) [Dans l'exercice de ses fonctions, que ce soit à Rome ou en voyage, le Président sera inscrit en tant que participant au Plan général d'assurance médicale (BMIP) et le coût de cette assurance médicale sera pris en charge par l'Organisation à hauteur d'un montant total de 3 336,48 USD par an;];
  - f) Des services de secrétariat seront mis à la disposition du Président afin de l'aider à s'acquitter de ses fonctions;
  - g) Des services d'interprétation seront mis à la disposition du Président, à sa demande, en fonction de la disponibilité de ressources;
  - h) Les bureaux, le matériel et les fournitures dont le Président a besoin pour s'acquitter de ses fonctions seront mis à sa disposition;
  - i) Une aide sera fournie au Président pour l'accomplissement des formalités administratives nécessaires à la délivrance des pièces nécessaires pour son séjour à Rome et pour ses voyages dans l'exercice de ses fonctions;
3. **Décide** que les modalités pratiques de cette résolution seront fixées d'un commun accord entre le Président et la FAO.

---

<sup>1</sup> Textes fondamentaux, Volume II, Section E.

## Annexe A

## États Membres risquant de perdre leur droit de vote, au 16 juin 2021

	État Membre	Montant des arriérés (en USD)	Montant des arriérés (en EUR)	Versement minimum requis pour conserver le droit de vote (en USD)
1.	Antigua-et-Barbuda	16 241,97	12 984,23	12 069,19
2.	Colombie	1 651 266,16	1 692 550,15	663 975,82
3.	Comores	246 035,49	3 764,24	240 622,49
4.	Cuba	351 884,61	315 122,16	10 853,62
5.	Équateur	397 928,27	548 065,90	331 041,37
6.	Gabon	110 299,55	169 056,84	156 432,67
7.	Îles Marshall	2 707,00	10 485,40	5 572,69
8.	Iran (République islamique d')	5 670 724,63	2 983 080,34	4 961 891,87
9.	Kirghizistan	56 307,99	3 867,01	41 015,88
10.	Libéria	9 497,76	6 626,12	7 576,25
11.	Libye	1 205 729,35	1 003 106,72	1 715 986,61
12.	Macédoine du Nord	37 897,93	39 524,42	16 067,84
13.	Micronésie (États fédérés de)	3 387,89	7 567,19	2 613,57
14.	Nigéria	1 808 272,67	1 375 235,46	1 189 411,57
15.	République centrafricaine	14 108,78	9 488,02	15 677,87
16.	République démocratique du Congo	27 069,95	71 903,48	25 644,18
17.	Sao Tomé-et-Principe	230 806,21	32 031,56	261 715,87
18.	Somalie	380 342,73	32 031,56	411 252,37
19.	Suriname	55 553,19	40 745,26	50 308,24
20.	Tchad	33 275,33	37 847,55	34 722,33
21.	Turkménistan	902 264,12	410 331,07	1 128 282,63
22.	Tuvalu	5 414,00	5 646,36	2 296,27
23.	Venezuela (République bolivarienne du)	8 485 826,70	5 744 128,35	8 994 015,32
24.	Yémen	104 344,67	56 463,45	73 158,39

**Annexe B****Résolution ../2021****Règlement des contributions – Turkménistan****LA CONFÉRENCE,**

**Notant** que le Gouvernement du Turkménistan avait proposé un plan selon lequel il s'acquitterait sur un intervalle de dix ans commençant en 2022 de ses arriérés de contributions arrêtés en 2019 et qu'il verserait par ailleurs les arriérés dus pour 2020, sa contribution ordinaire pour l'année courante – 2021 –, ainsi que les contributions annuelles pour chacune des années suivantes lors de l'année civile pour laquelle elles sont respectivement dues.

**Décide que:**

- 1) Nonobstant les dispositions du paragraphe 5.5 du Règlement financier, les arriérés de contributions du Turkménistan, dont le montant total s'élevait en 2019 à 812 933,28 USD et 348 221,28 EUR, seront réglés de manière échelonnée moyennant dix versements de 81 293,33 USD et de 34 822,13 EUR entre 2022 et 2031;
- 2) La première tranche sera versée le 1<sup>er</sup> janvier 2022;
- 3) Une fois qu'auront été versés les montants annuels échelonnés susmentionnés, ainsi que les arriérés dus au titre de 2020, les contributions ordinaires mises en recouvrement pour chacune des années suivantes et les éventuelles avances au Fonds de roulement, le Turkménistan sera considéré comme s'étant acquitté de ses obligations financières à l'égard de l'Organisation;
- 4) Les versements échelonnés sont exigibles selon les conditions énoncées au paragraphe 5.5 du Règlement financier;
- 5) Deux défauts de paiement des versements échelonnés rendront le présent plan de recouvrement par tranches annuelles nul et non avenu.

Adoptée le ... juin 2021